

Projet de résolution déposé par le groupe l'Alternative relatif au projet de modification de zone (MZ) N° 30085A-506-530 (création d'une zone industrielle et artisanale, d'une zone sportive et d'une zone de verdure, destinées à un port pour embarcations professionnelles et à l'aménagement d'une zone de délasserment) et modifiant partiellement la loi de protection générale des rives du lac, au lieu-dit « Le Vengeron ».

Considérants :

- Le préavis défavorable de la commission Aménagement et Environnement du 25 août 2020.
- Les arguments qui ont poussé les membres de la commission à refuser le projet de modification de zone, et par la même occasion de compléter les remarques mentionnées dans le projet de délibération.
- Le manque d'accès au lac à Genève qui a fait l'objet de plusieurs motions et initiatives, qui ont finalement abouti à la création de la plage des Eaux-Vives.
- Le fait que sur la rive droite, l'accès au lac reste une préoccupation majeure pour la population genevoise et constatant que les plages accessibles sont surpeuplées.
- L'étude préliminaire qui a mené à la création de la plage des Eaux-Vives (EPLMAL).
- Le fait que le Vengeron n'a pas été considéré dans le rapport EPLMAL, car il est situé à plus de 20 min de marche de « l'hypercentre ».
- Que le site du Vengeron y est simplement répertorié comme un accès à l'eau pour le canton.
- Que la plage du Vengeron est très prisée par la population genevoise, surtout de la rive droite de la Ville (quartiers de la gare et des Pâquis) ainsi que des communes urbaines de la rive droite (Vernier, Meyrin, Grand-Saconnex).
- Que le site du Vengeron est accessible en moins de 15 minutes de la gare Cornavin, par les transports publics (CEVA arrêt Chambésy ou Tuileries, bus 59 arrêt Vengeron) ou à vélo ; par ailleurs, il bénéficie d'un parc P+R à moins de 10 minutes à pied (Tuileries, 52 places).
- Que le site du Vengeron présente une surface de près de 3 hectares, correspondant ainsi à un critère majeur pour un aménagement d'une aire de délasserment et d'accès à l'eau destinée à un large public (voir rapport EPLMAL p.58, qui mentionne la nécessité de 3 à 6 hectares de surface de détente pour répondre à l'objectif d'accueillir un large public) ce qui en fait une perle rare sur nos rives.
- Que le site du Vengeron fait partie du Plan directeur de quartier « Jardin des Nations » en tant qu'espace vert accessible au public (y compris avec une affectation sportive) et du PDCom de Pregny-Chambésy en tant que zone de verdure existante, incluse dans le périmètre de protection de la loi générale sur la protection générale des rives du lac (LPRLac) (voir projet de loi, p.14).
- Que le projet de modification de zone du Vengeron s'intègre dans le Plan directeur du Canton de Genève, dans sa volonté d'une réorganisation du positionnement des entreprises lacustres.
- Que ce projet de modification répond également aux besoins d'augmenter les places pour la navigation de loisir sur notre canton, ainsi qu'au Plan directeur de la Ville de Genève qui mentionne vouloir passer « d'une vision utilitaire des rives et quais (parkings, containers de déchets, dépôts divers, etc.) à celle d'un espace urbain majeur au service de la nature, de la promenade et de la détente » (voir rapport EPLMAL, p.18).
- Que le projet de modification de zone du Vengeron vient donc répondre en premier lieu aux besoins utilitaires et portuaires de la Ville et du Canton.
- Que le projet soumis ne considère pas le Vengeron dans sa potentialité de large zone d'accès au lac, probablement unique pour notre population de la rive droite, alors que d'énormes

projets immobiliers sont en cours dans ses environs (notamment le quartier de l'Etang, à côté de Balexert, avec 1000 logements prévus pour 2023, et les grands projets prévus à Châtelaine (4500 logements), Grand-Saconnex (1300 logements) et Vernier-Meyrin-Aéroport (2200 logements).

- Que le projet de modification de zone ne laisse qu'un tiers de la surface totale du Vengeron en zone de verdure, qui se voit réduite à 1 hectare au lieu des 3 hectares potentiels, ce qui fait qu'elle ne correspond plus à la définition d'une zone d'accès pour un large public.
- Que le reste de la zone est dévolu aux activités nautiques de loisir et portuaires, ainsi qu'aux besoins d'accès exigés par ces activités (route pour les poids lourds).
- Qu'ainsi, la zone de verdure est nettement réduite par rapport à ce qui en était avant le chantier des SIG, qui s'est mis en place sans modification de zone, privant déjà les habitants de la rive droite de près de 50% de leur surface de détente sur le site du Vengeron.
- Que la zone de verdure se trouvera impactée par du trafic (poids lourds), par des bâtiments la jouxtant directement (même si une hauteur de 9 m au maximum a été évoquée, visuellement l'impact est important) et par la présence potentielle de 50 barges dans le port.
- Que, nonobstant tout ce qui précède, le projet proposé améliore l'accès au lac avec des « aménagements » pour les baigneurs, qui doivent actuellement s'accommoder d'enrochements, tout en relevant que ces aménagements sont en béton, sans qu'une étude pour l'établissement d'une grève n'ait été envisagée.
- Qu'ainsi l'accès au lac est limité sur sa surface par les activités portuaires diverses (le trafic lié aux activités de transport lacustre restreignant les périmètres de baignade aux zones situées en dehors des couloirs prioritaires aux transports lacustres), ainsi que la vue depuis la zone de détente.
- Que la zone sportive actuelle qui est d'une surface de plus de 16'000 mètres carrés sera bétonnée sur sa plus grande partie, s'ajoutant au bétonnage des 4'800 mètres carrés de la zone industrielle et artisanale.
- Que le projet intègre un parking de 120 places alors que le Vengeron est très bien desservi par les transports en communs et accessible à vélo.
- Que l'argument avancé relatif à l'implantation du parking sur le toit de la construction des SIG est qu'il ne supporte pas de végétalisation selon les éléments fournis par le canton.
- Qu'aucune étude pour une utilisation alternative de cette surface n'a été faite, notamment pour réduire la surface de la zone sportive et industrielle au profit de la zone de verdure.
- Qu'aucune étude de mobilité n'a été effectuée.
- Que la construction de hangars industriels, même si leur hauteur ne dépasse pas les 10 mètres, fera atteinte à la beauté du site, tout comme l'entreposage des barges et la perte de plus de 50% de la surface verte, sans qu'aucune compensation ne soit proposée à la population, hormis quelques douches, et des escaliers d'accès au lac.

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de la commune de Pregny-Chambésy de transmettre cette résolution au Conseil d'Etat avec la délibération relative à la MZ adoptée ou refusée lors de la séance du 15 septembre 2020.

Pour l'Alternative, Laura Mach

Déposée le 15 septembre 2020 sur le bureau du Conseil Municipal.